

Des paroles apaisantes prononcées par différentes personnalités depuis l'escalier de la Chambre ne suscitèrent que cris et protestations. Même Michel Welter fut empêché de prendre la parole.

Enfin on parvint à former un Comité de Salut public comprenant sept parlementaires et le président de l'Action républicaine, Emile Servais. Mais lorsque celui-ci se présenta au public pour annoncer que le Comité s'était prononcé provisoirement pour la déchéance de la dynastie et, en principe, pour la république, en réservant la forme future du gouvernement aux décisions d'une Constituante élue par le suffrage universel, la désillusion fut à son comble. Les huées furent telles que les membres du Comité durent se retirer. Les députés Pescatore, Brasseur et Probst donnèrent leur démission et furent remplacés par huit autres personnalités dont Michel Welter.

La décision prise par le Comité de Salut public de se rendre à l'hôtel du Gouvernement pour y occuper les sièges du ministère Reuter-Welter-Liesch-Neyens-Collart ne put pas être mise à exécution. En effet, le Gouvernement – légalement en fonction – refusait de recevoir ceux qui voulaient lui succéder; en outre il était protégé par les troupes françaises qu'il avait requises à ces fins et qui montaient la faction avec l'air de ne pas vouloir assister, sans intervenir, à un renversement brutal des choses.⁹⁾

Le lendemain, 10 janvier, quand les bourgeois de la capitale se réveillèrent, ils trouvèrent tous les bâtiments publics occupés par la troupe française.

Mais à la Chambre eut lieu une nouvelle réunion des différents groupements républicains, d'où sortit un «Gouvernement provisoire» comprenant les 5 anciens membres du Comité de Salut public, ainsi que les 8 personnalités remplaçant les 3 membres démissionnaires.

Cette fois-ci le docteur Welter eut l'oreille de la foule lorsqu'il annonça qu'on allait incessamment proclamer la république.

Une seconde tentative d'entrer en contact avec le Gouvernement Reuter fut repoussée par un refus écrit transmis par l'officier de garde français. Les membres du «Gouvernement provisoire» rentrèrent à la Chambre mais n'y firent plus long feu après que – requis par le président Altwies – le chef de poste français, qui surveillait avec ses hommes les accès du parlement, eut obligé de les quitter les volontaires luxembourgeois préposés à la sûreté du gouvernement révolutionnaire.

Celui-ci eut bien encore quelques réunions au Café Wampach, mais elles ne durent pas être très réconfortantes pour Michel Welter. N'était-ce pas grotesque de voir discuter un groupement, dont le sort était joué, de la question de savoir s'il faudrait ou non désigner le docteur Welter à la présidence du nouveau gouvernement, alors qu'on ne cessait de lui reprocher l'arrangement conclu à la fin de l'année 1916 avec l'Allemagne, et cela «au détriment du pays»!¹⁰⁾